



Rapport annuel 2024

Améliorer la sécurité humaine en Afrique

L'Institut d'études de sécurité noue
des partenariats pour promouvoir les
connaissances et les compétences
d'une Afrique à venir

SOMMAIRE

2

La gouvernance démocratique en point de mire

4

Afriques futures

6

L'Afrique dans le monde

8

Sécurité maritime

10

Criminalité, justice et prévention de la violence

14

Prévention de l'extrémisme violent

18

Gouvernance, paix et sécurité

26

États financiers

28

Partenaires de développement

30

L'ISS en chiffres

32

Conseil d'administration de l'ISS

33

Conseil consultatif de l'ISS

LA GOUVERNANCE DÉMOCRATIQUE EN POINT DE MIRE

Les analyses politiques et l'appui technique de l'ISS renforcent la redevabilité et contribuent à consolider la démocratie

L'engagement de l'Institut d'études de sécurité (ISS) en faveur de la gouvernance démocratique et de la redevabilité comme conditions nécessaires à la sécurité et à la prospérité en Afrique a constitué la boussole du travail accompli en 2024.

Des élections étaient prévues dans 17 pays africains, dont 11 avaient enregistré un recul en matière de bonne gouvernance au cours de la dernière décennie. Signe de maturité démocratique, de nouveaux dirigeants ont été élus dans sept pays et des transferts de pouvoir historiques ont eu lieu au Botswana, au Ghana, à l'île Maurice et au Sénégal. L'Afrique du Sud a négocié un gouvernement d'unité nationale, le premier depuis 30 ans. À l'inverse, le report des élections au Burkina Faso, au Mali, au Soudan du Sud et en Guinée-Bissau a rappelé le déficit démocratique persistant sur le continent.

Réponses aux coups d'État

En 2024, l'ISS a œuvré pour promouvoir des réponses plus réfléchies aux coups d'État en Afrique de l'Ouest. Nos analyses ont permis aux gouvernements et aux agences de développement de mieux comprendre les défis liés à la reconstruction démocratique. Nous avons collaboré avec l'Organisation des Nations Unies (ONU) pour étudier la manière dont les États d'Afrique centrale pourraient tirer parti de l'expérience ouest-africaine en

matière de gestion des coups d'État et des transitions politiques.

Les performances démocratiques des pays africains annulent les effets de leur développement économique. Les recherches de l'ISS ont mis en avant les moyens de consolider la démocratie et de bâtir des économies durables et équitables sur le continent.

En Afrique du Sud, nous avons fourni à la commission électorale des analyses fondées sur des données probantes, ainsi que des synthèses à destination des observateurs locaux et internationaux, des médias, des agences de sécurité et de l'Union africaine (UA), en soulignant que nos données prévoyaient des élections pacifiques.

Nous avons renforcé notre collaboration avec la société civile africaine afin de renforcer la démocratie et de favoriser le dialogue sur la sécurité humaine entre la population et les institutions. En partenariat avec le Conseil économique, social et culturel de l'UA, nous avons tenu un forum visant à accroître la participation citoyenne organisée à la gouvernance.

Conflits et extrémisme violent

Les conflits et l'instabilité persistent au Soudan et dans l'est de la République démocratique du Congo, touchant des millions de civils.



L'extrémisme violent reste une menace au Sahel, dans les États côtiers d'Afrique de l'Ouest, en Somalie et au nord du Mozambique.

En 2024, l'ISS a présenté au Conseil de sécurité de l'ONU des approches pragmatiques pour relever ces défis et nos recherches ont éclairé les initiatives régionales de stabilisation dans le bassin du lac Tchad. Les analyses de l'ISS ont mis en évidence les liens entre extrémisme violent et criminalité organisée et ont aidé la Côte d'Ivoire à lutter contre l'extrémisme à sa frontière nord.

Nos experts ont renforcé les capacités nationales de lutte contre le financement du terrorisme et ont lancé, en partenariat avec l'Université du Nord-Ouest en Afrique du Sud, un programme unique d'enseignement à distance de troisième cycle sur la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée.

L'ISS a travaillé avec l'UA et ses partenaires régionaux pour améliorer la réponse des opérations africaines de soutien à la paix aux violences basées sur le genre. Grâce à une

formation dispensée aux jeunes ambassadeurs de l'UA pour la paix, de jeunes leaders ont acquis des compétences en matière de plaidoyer, de dialogue et de mise en œuvre de projets à travers le continent.

Nouvelle stratégie quinquennale

L'ISS élabore actuellement sa nouvelle stratégie, qui orientera ses actions jusqu'en 2030 dans un monde en pleine mutation. La sécurité humaine, la gouvernance et la justice resteront au cœur de notre travail, tandis que nous ferons avancer les objectifs de développement et de sécurité de l'Afrique dans les débats mondiaux.

Le succès de l'ISS repose sur l'expertise et l'engagement de nos 135 membres du personnel sur tout le continent, ainsi que sur le soutien constant de nos bailleurs et partenaires de développement. Nous leur exprimons notre profonde gratitude.

Fonteh Akum
Directeur exécutif de l'ISS



AFRIQUES FUTURES

Anticiper la croissance économique et les trajectoires de développement de l'Afrique dans un monde en mutation rapide

Des partenariats stratégiques pour bâtir l'avenir de l'Afrique

L'ISS et l'Agence de développement de l'Union africaine (AUDA-NEPAD) ont coorganisé la conférence inaugurale du groupe de réflexion sur l'avenir de l'Afrique, consacrée à la vision à long terme du développement du continent dans le cadre de l'Agenda 2063. Cet événement majeur a réuni des représentants diplomatiques, des communautés économiques régionales (CER), des États africains, ainsi que des acteurs universitaires et institutionnels.

Grâce à ses travaux sur l'avenir de l'Afrique, l'ISS est devenu une voix influente dans les débats politiques mondiaux

L'ISS a également collaboré avec le Frederick S. Pardee Centre pour former le personnel de l'AUDA-NEPAD et des représentants de six CER à l'utilisation de l'outil de prévision International Futures (IFs) et du site web African Futures. Ces initiatives ont renforcé la coopération entre l'AUDA-NEPAD et les groupes de réflexion, ce qui leur permet de contribuer plus efficacement au développement régional et continental.

Des prévisions de plus en plus reconnues

Grâce à ses travaux sur l'avenir de l'Afrique, l'ISS est devenu une voix influente dans les débats politiques mondiaux. L'équipe de l'institut est intervenue dans des forums prestigieux tels que Wilton Park, le sommet du Centre africain pour la transformation économique, des réunions de l'OCDE, les Dialogues africains de Potsdam, la Conférence économique africaine du PNUD, le Forum mondial TRT et la semaine du Programme de développement des infrastructures en Afrique de l'UA.

Cette reconnaissance témoigne du rôle croissant de l'ISS dans les débats sur le développement en Afrique et dans le monde. L'ISS s'est ainsi vu confier d'importantes missions du PNUD visant à étudier les trajectoires de développement de six pays africains touchés par des coups d'État. Le Conseil scientifique pour la politique gouvernementale des Pays-Bas a, de son côté, sollicité son analyse sur les moyens de tirer parti du dividende démographique de l'Afrique.

“ Les prévisions d'AFI ont été déterminantes pour définir notre nouvelle stratégie et orienter nos domaines d'action au Mozambique. Recueillir des données dans ce pays est complexe, mais AFI a accompli un travail remarquable dans un contexte difficile

Inocêncio Macuácuá, conseiller en gouvernance et commerce auprès de l'ambassade d'Irlande à Maputo

Des prévisions fondées sur des données pour le développement du Mozambique

Grâce à des analyses prévisionnelles avancées, l'ISS a contribué à la planification d'une croissance et d'un développement durables au Mozambique. En s'appuyant sur des données concrètes, l'institut a accompagné l'ambassade d'Irlande au Mozambique dans la définition de son plan stratégique 2025-2030 et de ses priorités d'investissement afin de répondre aux défis complexes du développement du pays. Ce travail, mené en collaboration avec les économistes d'agences de développement et le ministère de l'Économie et des Finances du Mozambique, sera présenté au gouvernement mozambicain en 2025.

Les analyses structurelles à long terme de l'ISS ont complété les études de croissance à court terme réalisées par le Growth Co-Lab de la London School of Economics, en partenariat avec l'USAID, le Fonds monétaire international et la Banque africaine de développement. Cette approche intégrée aide les bailleurs et les gouvernements à comprendre les répercussions que les investissements dans un secteur peuvent avoir sur les autres, dépassant ainsi la seule réduction de la pauvreté pour nourrir une réflexion stratégique de longue haleine – une perspective très prisée par la diplomatie irlandaise.

Guider le développement de l'Afrique du Sud

L'ISS a contribué à la planification du développement en Afrique du Sud à travers des prévisions à long terme mesurant l'impact de différentes politiques sur les revenus, la réduction de la pauvreté et la croissance économique au cours des 20 prochaines années. Validée par les réseaux Indlulamithi et InTransformation Initiative, cette analyse a touché un large public grâce à des partenariats avec la Fondation Hanns Seidel et le groupe de médias News24. L'ISS s'est également penché sur la manière dont le secteur privé peut aider à relever les défis liés au développement du pays. Dans le contexte actuel, ce travail se révèle particulièrement utile pour guider l'action du nouveau gouvernement d'unité nationale.

L'AFRIQUE DANS LE MONDE

Renforcer la voix collective de l'Afrique au sein des institutions et des cadres mondiaux de sécurité

Éclairer les négociations sur le Pacte et le Sommet de l'avenir de l'ONU

L'ISS a sensibilisé le public au Pacte pour l'avenir de l'ONU grâce à des collaborations avec le Centre on International Cooperation de l'Université de New York et le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine. Deux documents de référence influents ont analysé l'avant-projet du Pacte, apportant aux États membres de l'ONU des propositions concrètes pour nourrir les négociations.

L'ISS a plaidé pour une participation active des pays africains à ces discussions. Sur la base de ses recommandations, le Conseil de paix et de sécurité de l'UA a décidé d'organiser une session publique dédiée à l'élaboration de la contribution africaine. L'institut a également facilité un dialogue à huis clos entre les missions diplomatiques de l'UA à Addis Abeba, New York et Bruxelles, salué par les participants et par la Commission de l'UA.

À la suite de l'adoption du Pacte en septembre 2024, l'ISS et le Bureau de la Conseillère spéciale pour l'Afrique auprès des Nations Unies ont organisé un séminaire sur ses répercussions pour le continent. Sur la base d'une recommandation issue de ce séminaire, la Commission de l'UA a décidé d'élaborer une position africaine commune sur l'examen du dispositif de consolidation de la paix de l'ONU.

Façonner l'avenir du maintien de la paix de l'ONU

L'ISS a éclairé le débat international sur le maintien de la paix en participant à plusieurs forums de haut niveau. Lors d'un symposium d'experts à New York, l'institut s'est associé à 200 spécialistes pour formuler des recommandations sur l'adaptation des missions de paix de l'ONU aux nouveaux défis sécuritaires. Leur analyse a été directement transmise au Département des opérations de paix de l'ONU.

L'ISS a également participé à une table ronde sur la formation au maintien de la paix, apportant ses réflexions sur la manière dont le Nouvel agenda pour la paix, le Sommet de l'avenir et la résolution 2719 du Conseil de sécurité de l'ONU pourraient transformer les missions et les méthodes de formation. Ce travail permet de garantir la prise en compte des points de vue africains dans l'évolution des cadres de maintien de la paix de l'ONU.



Faire progresser la réforme du Conseil de sécurité de l'ONU

L'ISS a apporté une contribution précieuse à une discussion de haut niveau sur la réforme du Conseil de sécurité de l'ONU tenue à Addis Abeba en soulignant les limites du processus de négociation de l'ONU et en plaidant pour des stratégies plus souples.

L'événement, organisé par l'ambassade de France en Éthiopie, a réuni des personnalités africaines de premier plan, dont l'ambassadeur Harold Bundu Saffa, président du Comité des dix de l'UA sur la réforme du Conseil de sécurité de l'ONU. L'expertise de l'ISS s'est illustrée à travers ses contributions au Compendium de la Fondation Carnegie sur la réforme du Conseil de sécurité de l'ONU et à la campagne « Elect the Council » menée par l'institut.

Intégrer les perspectives africaines dans le processus de paix en Ukraine

L'ISS a également participé aux travaux du Groupe international d'experts sur le point 10 de la Formule de paix de l'Ukraine, consacré à la confirmation de la fin de la guerre. Membre actif de ce groupe d'experts coordonné par la présidence ukrainienne, l'institut a intégré dans le processus les enseignements tirés des expériences africaines en matière de rétablissement de la paix et a fourni une analyse des positions et des interventions officielles des États africains.

SÉCURITÉ MARITIME

Accroître les capacités de gouvernance maritime en Afrique face à l'évolution des menaces

Les marines africaines lancent un partenariat pour la sécurité maritime

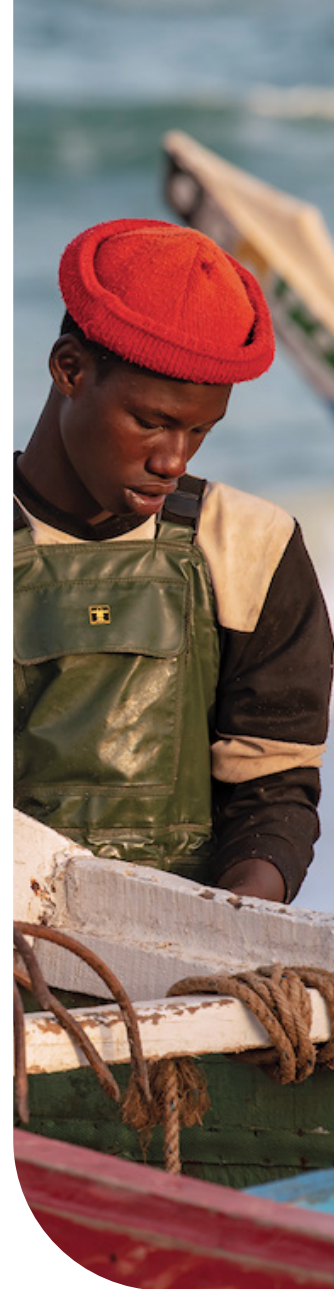
Le 5^e symposium Sea Power for Africa, organisé au Cap en Afrique du Sud, a marqué une avancée majeure en faveur de la sécurité maritime sur le continent avec la création, par les chefs d'état-major de la marine de 15 pays, de la plateforme Chiefs/Heads of African Navies (CHANS) pour coordonner les opérations navales conjointes. Cette initiative africaine, conçue avec l'expertise de l'ISS, a été saluée par le secrétaire général de l'Organisation maritime internationale.

L'ISS accompagnera la mise en œuvre de la plateforme CHANS en rédigeant son document fondateur et en organisant des groupes de travail sur des sujets tels que la lutte contre la piraterie et la protection de l'environnement. L'institut assurera également le lien entre CHANS et les initiatives de sécurité de l'UA. Sur la base de ses recommandations, une structure de leadership tournante a été adoptée, avec le Nigéria comme pays hôte pour la réunion de 2026. Ce partenariat, qui illustre le soutien apporté par l'ISS à la coopération régionale en matière de sécurité, instaure un cadre durable pour garantir la protection des ressources maritimes vitales de l'Afrique.

Donner à la jeunesse africaine les moyens d'assurer aux océans un avenir durable

L'ISS offre aux jeunes la possibilité d'influer sur le développement d'économies bleues en Afrique via des partenariats stratégiques avec l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). En organisant des événements d'experts, l'institut a mis en place des plateformes permettant de transmettre directement les idées innovantes des jeunes aux responsables qui élaborent des positions africaines communes sur la gouvernance des océans.

Lors du premier Forum africain sur les océans de l'UICN, l'ISS a éclairé les discussions sur des enjeux majeurs tels que le Traité de la haute mer et la lutte contre la pollution plastique. La rencontre, rassemblant 150 délégués, a permis de faire avancer les priorités africaines en matière de conservation marine dans le cadre de l'initiative Great Blue Wall, tout en plaçant les points de vue des jeunes au centre du développement durable d'économies bleues.



Former les futurs responsables de la sécurité maritime

L'ISS a renforcé la gouvernance maritime en Afrique grâce à son rôle clé dans le cours sur la sécurité maritime proposé par le Centre Atlantique. Pour sa troisième année de participation, l'institut a mis au point et dispensé des modules de formation spécialisés pour préparer les cadres aux postes de commandement et d'état-major, avec un accent particulier sur la lutte contre la pêche illégale, non déclarée et non réglementée dans l'Atlantique. Cette formation a été réalisée en collaboration avec l'Institut national de défense du Portugal, le Gulf of Guinea Maritime Institute, le Policy Centre for the New South et l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche.

Outils des attachés de défense pour promouvoir la sécurité maritime

L'ISS s'est associé au Forum des attachés de défense africains pour organiser un séminaire spécialisé de trois jours à destination des attachés de défense de l'UA, qui a permis de relier sécurité maritime et développement. Cette initiative a doté les diplomates des connaissances nécessaires pour combler les lacunes entre les cadres maritimes existants et les tendances mondiales émergentes, renforçant ainsi leur capacité à faire avancer les objectifs de sécurité maritime de l'Afrique sur la scène internationale.

CRIMINALITÉ, JUSTICE ET PRÉVENTION DE LA VIOLENCE

Des partenariats stratégiques créent le socle de solutions fondées sur des données probantes

Une avancée nationale dans la prévention de la violence

En collaboration avec le ministère sud-africain de l'Éducation de base (DBE) et Cornerstone Economic Research, l'ISS a élaboré une proposition budgétaire pour le Trésor national visant à renforcer la prévention de la violence par le soutien à la parentalité. Cette initiative a reçu l'appui des services de police sud-africains (SAPS), de l'Autorité nationale des poursuites, du ministère de la Justice et du Développement constitutionnel ainsi que des agences de renseignement.

L'ISS et le DBE ont également obtenu que le soutien à la parentalité, à toutes les étapes de l'enfance, soit intégré dans la Stratégie nationale présidentielle pour une action accélérée en faveur des enfants. Leur contribution a permis d'adopter une approche tout au long de la vie des relations parent-enfant à l'échelle nationale et de préciser le rôle du DBE dans sa mise en œuvre.

Un réseau national de soutien, mis en place par l'ISS avec l'Accelerate Hub de l'Université du Cap et le Réseau sud-africain de mise en œuvre des programmes d'éducation parentale, développe des solutions fondées sur des données probantes pour prévenir la violence scolaire, les grossesses adolescentes et le suicide.

Évaluer avec précision les risques sécuritaires avant les élections

En amont des élections en Afrique du Sud, l'ISS s'est établi comme un partenaire stratégique de référence grâce à ses synthèses de haut niveau à destination d'institutions telles que le Secrétariat civil de la police, la Direction indépendante des enquêtes policières, le Trésor national, le Vérificateur général, l'Unité spéciale d'enquête, la Commission nationale de planification, l'Union africaine et les missions d'observation électorale de l'EISA.

L'institut a également réalisé des analyses sur les risques de violences électorales, mené de nombreux entretiens avec les médias et organisé des réunions d'information pour les missions d'observation locales et internationales. L'ISS a estimé que des violences électorales à grande échelle étaient peu probables. L'exactitude de son évaluation démontre la fiabilité de ses méthodes de collecte et de vérification de données.



Une approche multiagences de la sécurité au Cap-Occidental

L'ISS a réuni les SAPS, le gouvernement du Cap-Occidental et la ville du Cap afin d'élaborer un plan d'action pour l'Accord de coopération du Cap-Occidental, signé en septembre 2024. En tant que facilitateur de confiance, l'ISS a travaillé avec des responsables de haut niveau pour développer neuf volets opérationnels dans le cadre de cette nouvelle initiative majeure en matière de sécurité.

L'accord prévoit l'élargissement du projet de maintien de l'ordre dans les zones sensibles de Delft, Khayelitsha, Nyanga et Guguletu, qui a permis de réduire la criminalité violente grâce à des méthodes policières fondées sur des données probantes. Cette décision a été prise par les hauts responsables des SAPS, du

gouvernement du Cap-Occidental et de la ville du Cap lors d'une réunion organisée par l'ISS et la Fondation Hanns Seidel. Fait notable, la ville du Cap a intégré le maintien de l'ordre fondé sur des données dans le programme de formation de son école de police.

Lors de la conférence annuelle de l'ISS sur le maintien de l'ordre fondé sur des données probantes, le général Beaton, commandant de district des SAPS, a reconnu le rôle catalyseur joué par l'ISS dans l'Accord de coopération du Cap-Occidental. Il a souligné la contribution essentielle de l'institut à l'amélioration du partage de données, de la coordination et de l'allocation de ressources entre les agences afin de lutter efficacement contre la criminalité.



Les dimensions transnationales du marché illégal des plantes succulentes doivent être étudiées afin de permettre le démantèlement de la chaîne de valeur criminelle internationale

Carina Bruwer, chercheuse principale, Institut d'études de sécurité

”



Une stratégie pionnière contre la criminalité organisée en Namibie

L'ISS a collaboré avec le Secrétariat de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) pour élaborer la stratégie namibienne de lutte contre la criminalité transnationale organisée. La Namibie devient ainsi le premier pays d'Afrique australe à intégrer au niveau national la stratégie régionale de lutte contre la criminalité organisée, développée avec l'aide de l'ISS en 2021.

Joseph Shikongo, inspecteur général de la police namibienne, a salué le soutien constant apporté par l'institut au fil des années, soulignant l'importance de cette stratégie pour combattre le financement du terrorisme. L'ISS poursuit son accompagnement en consolidant les recommandations des groupes de travail et en veillant à ce que la stratégie nationale namibienne soit en phase avec celle de la SADC.

Réseaux mondiaux et capacités de lutte contre la corruption

L'ISS a renforcé les compétences des futurs dirigeants de l'Autorité nationale des poursuites, de l'Unité spéciale d'enquête et du Centre de renseignement financier d'Afrique du Sud grâce à un voyage d'étude stratégique à Munich. Les participants ont discuté de dossiers complexes récemment traités en Allemagne et noué des contacts précieux avec des enquêteurs, procureurs, spécialistes du recouvrement d'avoirs et magistrats allemands. La délégation s'est ensuite jointe à 33 autres ministères publics lors de la Conférence internationale anticorruption à Vilnius pour lancer un appel public en faveur d'une meilleure coopération transfrontalière contre la corruption.

Lutter contre le commerce illégal de succulentes en Afrique du Sud

Une étude de l'ISS sur le commerce illégal de plantes succulentes a débouché sur des mesures concrètes pour protéger les espèces végétales menacées d'Afrique du Sud. Lors d'un atelier organisé avec l'Institut national sud-africain de la biodiversité (SANBI), les recherches de l'ISS ont suscité un débat sur l'opportunité d'élargir les marchés légaux de plantes afin de combattre le trafic de succulentes rares et de clivias. À la suite de ces échanges, le SANBI a plaidé pour que les plantes succulentes ornementales soient intégrées dans la Stratégie nationale pour l'économie de la biodiversité. Les recommandations de l'ISS ont également été retenues comme indicateurs de performance dans cette stratégie.



PRÉVENTION DE L'EXTRÉMISME VIOLENT

Allier recherche et expertise technique pour définir et améliorer les stratégies

Des réponses globales à Boko Haram dans le bassin du lac Tchad

Les analyses de l'ISS sur l'évolution des alliances de Boko Haram et les dynamiques du conflit ont appuyé les processus décisionnels des acteurs humanitaires et diplomatiques de la région du lac Tchad, notamment le Comité international de la Croix-Rouge, l'USAID, le Conseil danois pour les réfugiés, les attachés de défense de l'ambassade de France, le Haut-Commissariat du Canada au Nigéria, ainsi que le Réseau d'organisations de la société civile de l'Extrême-Nord du Cameroun pour la réintégration. Lors de la 5^e réunion technique de la Stratégie régionale de stabilisation de la Commission du bassin du lac Tchad, les points détaillés de l'ISS sur la situation de sécurité ont guidé la planification stratégique pour la région.

L'adoption de l'expertise pédagogique de l'ISS par une université de premier plan permet à l'Afrique de développer des compétences durables en matière de lutte contre le terrorisme et d'offrir à des milliers de personnes des perspectives de carrière dans ce domaine

Willem Els, coordinateur principal de la formation, Institut d'études de sécurité

Un nouveau cursus sur la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée

Le programme spécialisé de l'ISS sur la lutte contre le terrorisme forme désormais la base d'un diplôme de troisième cycle en géopolitique, une première mondiale. Ce diplôme d'un an, proposé en enseignement à distance par l'Université du Nord-Ouest en Afrique du Sud, est axé sur la lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée. Initialement conçu pour les organisations régionales de chefs de police en Afrique australe et orientale, ce cours représente une avancée majeure dans la formation spécialisée en sécurité. Il s'adresse aux militaires, au personnel de police, aux services de renseignement et aux fonctionnaires des affaires étrangères de toute l'Afrique.

“ Vos analyses nous permettent d'appréhender les dynamiques associées [au financement du terrorisme par le vol de bétail], que les autorités s'emploient à combattre. Cette question concerne tout le monde, et nous ne devons pas créer de conditions propices au terrorisme

Substitut du procureur, pôle de lutte antiterroriste, Côte d'Ivoire

Renforcer l'expertise nationale pour lutter contre le financement du terrorisme

L'ISS constitue un partenaire clé pour les pays africains figurant sur la liste grise du Groupe d'action financière (GAFI). Sollicité par l'équipe nationale du GAFI en Afrique du Sud, l'institut a collaboré avec la Direction des enquêtes sur les crimes prioritaires du pays, le Haut-Commissariat britannique et l'ambassade des États-Unis pour dispenser une formation spécialisée sur la lutte contre le financement du terrorisme à 74 agents, dont des enquêteurs, des officiers du renseignement et des magistrats du parquet.

En Namibie, l'ISS a également renforcé les capacités nationales de lutte contre le financement du terrorisme grâce à un partenariat de sécurité. L'institut a préparé l'équipe nationale du GAFI à sa première réunion de restitution et a fourni des conseils concernant le tout premier dossier de financement du terrorisme du pays. Ces actions montrent comment l'ISS contribue à renforcer les capacités régionales de lutte contre la criminalité financière et le terrorisme, tout en aidant les États à répondre aux normes internationales.

Nourrir la réflexion des institutions de sécurité sur les risques pesant sur les États côtiers

Les travaux de l'ISS sur l'extrémisme violent au Bénin et en Côte d'Ivoire ont touché des publics stratégiques lors de différentes conférences organisées par le Centre de l'Union africaine pour la lutte contre le terrorisme, l'équipe spéciale de coordination contre le terrorisme, WATHI et l'Académie internationale ivoirienne de lutte contre le terrorisme. Fondées sur des entretiens avec des extrémistes, ces analyses ont aidé des diplomates, des responsables publics et des représentants de la société civile à mieux comprendre le fonctionnement des réseaux de financement illicites, ouvrant ainsi la voie à de nouvelles collaborations politiques en Afrique de l'Ouest.

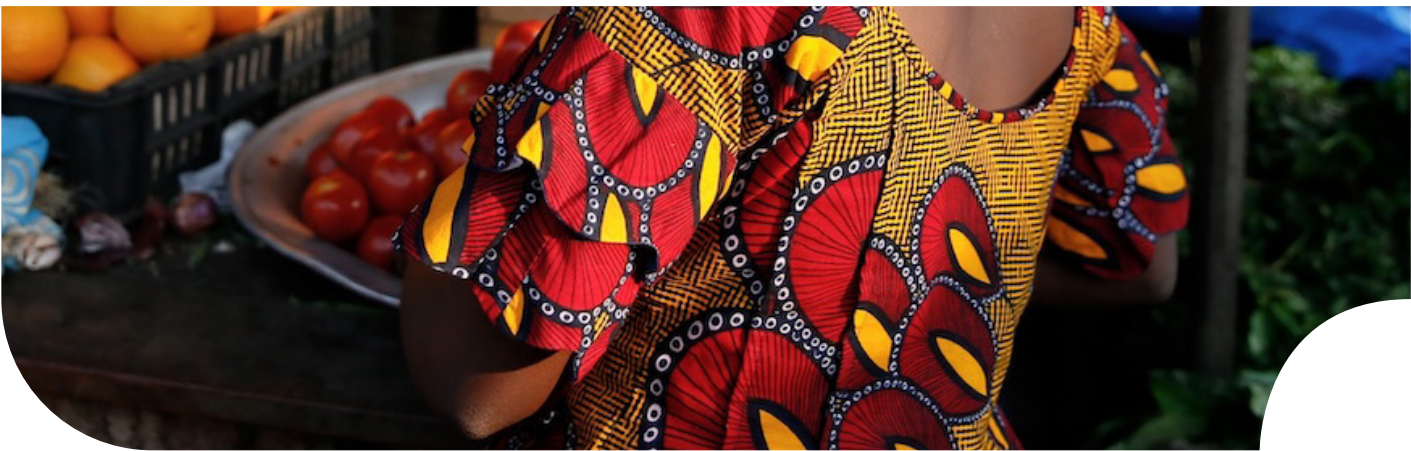
Renforcer l'approche ivoirienne de la sécurité aux frontières

Les recherches de terrain de l'ISS dans le nord de la Côte d'Ivoire ont contribué à améliorer la réponse du gouvernement à l'extrémisme violent. « Nous tirons parti des études de l'ISS, qui nous aident à comprendre et à trouver des solutions aux défis structurels de nos zones frontalières », a déclaré Konaté Diakalidia, secrétaire exécutif de la Commission nationale des frontières, soulignant la valeur ajoutée du partenariat pour renforcer les capacités de la commission et des autorités locales.

Ces travaux ont permis d'optimiser les réponses de première ligne au terrorisme et aux activités illicites, ainsi que la coordination interministérielle. Le projet Resilience for Peace (R4P) de l'USAID s'est appuyé sur les conclusions de l'ISS pour concevoir des solutions innovantes, telles que la création de zones sécurisées pour le bétail la nuit, lors des transhumances. Cette initiative a été saluée à Washington pour son efficacité à perturber les flux financiers des groupes extrémistes, tout en renforçant la résilience des populations.

Améliorer les systèmes d'alerte précoce en Afrique de l'Ouest

L'ISS a contribué à la formation des analystes de sécurité des Centres nationaux de coordination des mécanismes d'alerte précoce et de réponse dans le cadre d'un atelier de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) organisé à Abuja, au Nigéria. Cette formation a permis d'approfondir la compréhension des dynamiques sécuritaires au Sahel et d'améliorer les compétences en analyse de données. À la suite de l'atelier, la Direction de l'alerte précoce de la CEDEAO a demandé une session complémentaire sur les analyses de l'ISS concernant l'extrémisme violent et les économies illicites.



“ Les recherches de l'ISS débouchent sur des recommandations innovantes, rapidement applicables, qui améliorent nos réponses face à l'extrémisme violent et aux activités illicites

Konaté Diakalidia, secrétaire exécutif, Commission nationale des frontières, Côte d'Ivoire

Guider les politiques mondiales de lutte contre le terrorisme grâce à des recherches axées sur le genre

L'ISS a présenté les résultats de ses recherches de terrain sur les liens entre genre, insécurité et extrémisme violent en Afrique de l'Ouest lors de séances d'information ciblées auprès du Réseau mondial de recherche de la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme des Nations Unies, à la Table ronde sur le Sahel d'Affaires mondiales Canada et auprès du groupe de travail de l'UE sur les femmes, la paix et la sécurité. Ces travaux ont apporté des éclairages essentiels sur les raisons qui poussent certaines femmes à rejoindre ou, au contraire, à résister aux groupes extrémistes. Ils ont ainsi enrichi la compréhension des dynamiques de genre dans les stratégies de lutte contre le terrorisme.

GOUVERNANCE, PAIX ET SÉCURITÉ

**Œuvrer pour une sécurité humaine et une gouvernance
démocratique inclusives et durables**

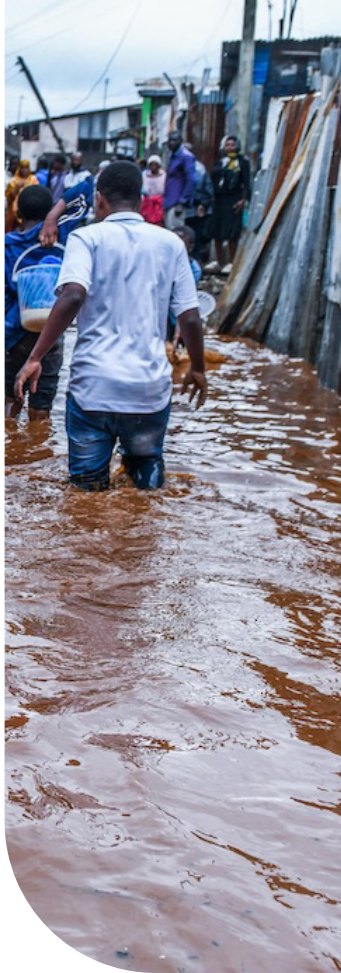
Lien entre climat et sécurité

Inscrire la sécurité climatique dans les politiques et les priorités régionales

À un moment marqué par des changements politiques majeurs dans le monde, l'ISS a fourni des analyses essentielles en examinant l'impact des élections dans une centaine de pays ainsi qu'au Parlement européen sur l'action climatique et la sécurité. L'institut a conseillé des États africains siégeant au Conseil de sécurité de l'ONU et le Bureau de la Conseillère spéciale pour l'Afrique auprès des Nations Unies, tout en assurant la continuité entre la COP28 en Égypte et la COP29 en Azerbaïdjan à travers sa série « Road to COP ». L'ISS a également lancé de nouvelles initiatives reliant le changement climatique à l'économie bleue africaine ainsi qu'à l'agenda « Jeunesse, sécurité et développement », ce dernier ayant été présenté avec succès lors du dialogue intergénérationnel du Marché commun de l'Afrique orientale et australe, organisé à Kampala.

Des outils pour évaluer la sécurité climatique

L'ISS développe des approches climatiques sensibles aux conflits, afin que les stratégies d'adaptation et d'atténuation prennent en compte les dynamiques des conflits locaux. Un outil d'évaluation de la sécurité climatique est actuellement en phase de test. Il analyse les interactions entre climat et sécurité et aide les décideurs à concevoir des interventions intégrant à la fois la résilience climatique et la prévention des conflits. L'ISS a contribué au premier rapport d'évaluation des risques liés à la sécurité climatique et siège au conseil consultatif stratégique du projet Weathering Risk d'Adelphi. L'institut promeut une gouvernance climatique holistique qui intègre les interconnexions complexes entre environnement et sécurité à l'échelle du continent.



Porter les perspectives africaines sur le climat dans les forums mondiaux

L'ISS a fait valoir les points de vue africains et le lien entre climat et sécurité dans les forums politiques internationaux grâce à des partenariats stratégiques et des activités de plaidoyer. L'institut a organisé un événement sur le climat en collaboration avec l'Institut sud-africain des affaires internationales et l'Institut brésilien de recherche économique appliquée afin de formuler des recommandations pour le G20 et les BRICS. Il a également plaidé pour une meilleure prise en compte des perspectives africaines dans les débats de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, s'établissant ainsi comme un partenaire clé dans l'élaboration des politiques mondiales de sécurité climatique.

Un partenariat avec l'UICN pour renforcer l'économie bleue et l'engagement des jeunes

Le partenariat entre l'ISS et l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) élargit le champ d'action de l'UICN sur l'économie bleue, la gouvernance des océans et la résilience climatique. Lors du Forum de l'UICN sur la conservation de l'Afrique, organisé à Nairobi, l'ISS a apporté des contributions majeures sur les océans, le changement climatique, une transition énergétique juste et des solutions fondées sur la nature pour l'Afrique. Le partenariat met également l'accent sur l'engagement des jeunes dans l'économie bleue africaine et sur leur rôle dans la lutte contre le changement climatique et l'insécurité dans les régions côtières.

Travail panafricain et collaboration avec l'Union africaine

Renforcer les capacités du Conseil de paix et de sécurité

Le Secrétariat du Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'Union africaine (UA) a sollicité l'ISS pour animer une formation d'intégration destinée au comité d'état-major et au comité d'experts du CPS, portant sur leurs mandats, pouvoirs et fonctions. L'événement a favorisé le partage d'expériences entre membres sortants et entrants.

L'ISS a été chargé de former le comité des sanctions du CPS et de contribuer à l'activation de son sous-comité sur la lutte contre le terrorisme

Cette formation a renforcé la participation du comité d'état-major à la définition des priorités et aux engagements du CPS. L'ISS a ensuite été chargé de former le comité d'experts du CPS sur les sanctions et de contribuer à l'activation du sous-comité du CPS sur la lutte contre le terrorisme.

Des approches post-conflit efficaces

L'ISS a fait progresser la consolidation de la paix en Afrique en soutenant le lancement de la première revue de l'UA sur la reconstruction et le développement post-conflit (RDPC), une plateforme essentielle qui jette des ponts entre chercheurs et praticiens. L'institut y a publié deux articles analysant le processus de révision du cadre politique de l'UA en matière de RDPC et son application dans les zones touchées par des conflits.

Appui à la préparation du Danemark pour le Conseil de sécurité de l'ONU

Dans la perspective de son mandat 2025-2026 au Conseil de sécurité de l'ONU, le ministère danois des Affaires étrangères a fait appel à l'expertise de l'ISS pour ses équipes chargées de l'Afrique de l'Ouest et des Grands Lacs. L'institut a fourni des analyses clés dans le contexte du retrait de la mission de maintien de la paix de l'ONU au Mali et de la fin de l'initiative de sécurité du G5 Sahel.

L'ISS a également livré une évaluation approfondie des dynamiques sécuritaires en République démocratique du Congo et dans la région des Grands Lacs, ainsi que des recommandations sur la manière dont le Conseil de sécurité de l'ONU pourrait contribuer à apaiser les tensions régionales. L'institut accompagnera le Danemark par des consultations régulières sur les crises sécuritaires africaines tout au long de son mandat au Conseil de sécurité.

Former la prochaine génération africaine de leaders pour la paix

Dans le cadre du programme Training for Peace (ISS/TfP), l'ISS a soutenu l'intégration de la troisième cohorte de jeunes ambassadeurs de l'UA pour la paix. En organisant des formations spécialisées sur le leadership des jeunes, la sécurité maritime et la prévention de l'extrémisme violent, l'ISS/TfP a favorisé l'apprentissage par les pairs et renforcé la compréhension des participants face aux défis sécuritaires complexes. Grâce à cette collaboration, de jeunes leaders africains ont acquis des compétences essentielles en matière de plaidoyer, de dialogue et de mise en œuvre d'initiatives de paix à travers le continent.

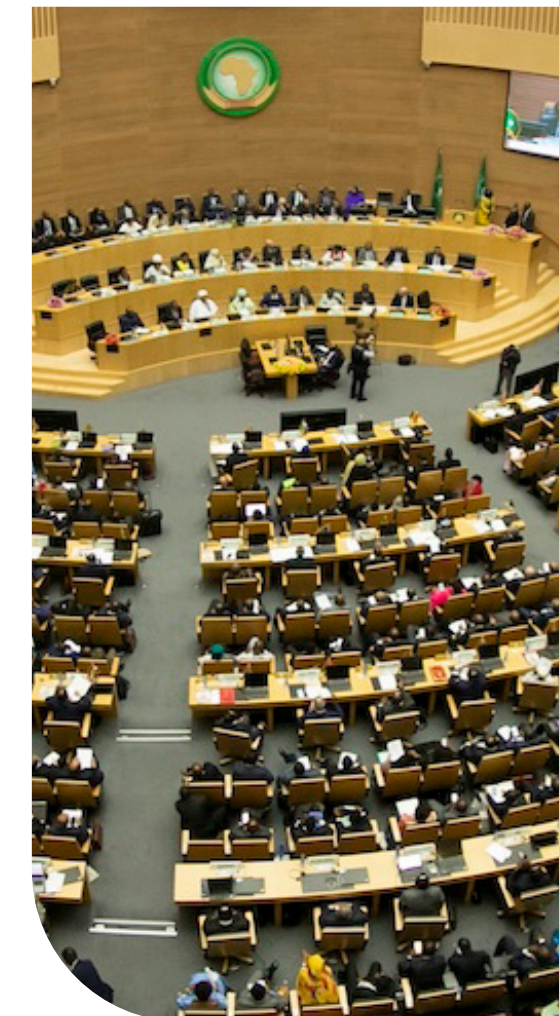
Des opérations de paix sensibles au genre

L'ISS a renforcé l'intégration de la dimension genre à toutes les étapes des opérations africaines de soutien à la paix en dispensant une formation spécialisée à 21 participants issus de 14 pays lors d'un atelier organisé à Lusaka. L'institut a également formé des policiers des pays de la Communauté de développement de l'Afrique australe à la prévention et à la prise en charge des violences basées sur le genre, ainsi qu'à la transmission de ces compétences à leurs collègues. Cette formation a été assurée en collaboration avec l'Organisation des chefs de police d'Afrique australe et INTERPOL. Les deux initiatives ont été largement saluées pour leur contribution au renforcement des capacités de sécurité en Afrique, tout en promouvant l'intégration de la dimension genre.

Accroître l'efficacité des opérations de paix

L'ISS/TfP a collaboré avec l'Agence allemande de coopération internationale pour le développement (GIZ) afin de renforcer la participation des forces de police africaines aux opérations de paix. L'institut a contribué à l'élaboration du système de fichier de la police de l'UA, favorisant ainsi la compréhension du rôle des éléments régionaux de planification policière dans les missions de paix dans le cadre de la Force africaine en attente.

La 4^e réunion annuelle de coordination de la police de l'UA, organisée au Caire, a constitué une étape majeure en réunissant des acteurs clés tels que la Commission de l'UA, le Mécanisme de coopération policière de l'UA, le Groupe d'appui stratégique de la police de l'UA, le Centre africain d'études et de recherche sur le terrorisme ainsi que les opérations de paix actives. L'ISS a également



joué un rôle central dans la standardisation des formations préalables au déploiement pour les unités de police constituées, garantissant ainsi une préparation homogène des policiers mobilisés dans les opérations africaines de soutien à la paix.

Renforcer l'engagement citoyen dans la gouvernance africaine

En partenariat avec le Conseil économique, social et culturel de l'UA (ECOSOCC), l'ISS a coorganisé un Forum de l'engagement citoyen à l'occasion de la 6^e réunion de coordination semestrielle entre l'UA et les CER, qui coïncidait avec le 20^e anniversaire de l'ECOSOCC. Cette plateforme a permis de débattre des enjeux de la démocratie en Afrique et des moyens d'accroître la participation citoyenne. Le choix de l'ISS comme partenaire du Forum de l'engagement citoyen 2025 témoigne du renforcement de la coopération entre les organisations de la société civile africaine.

“ L’ISS est une voix africaine indépendante de premier plan, qui apporte des éclairages fiables pour concevoir des réponses internationales aux menaces et aux opportunités en Afrique de l’Ouest

Leonardo Santos Simão, représentant spécial des Nations Unies pour l’Afrique de l’Ouest et le Sahel

Afrique de l’Ouest et Sahel

De nouvelles approches des transitions post-coup d’État

Alors que le Mali, le Burkina Faso et le Niger se retiraient de la CEDEAO pour former l’Alliance des États du Sahel, l’ISS a prôné des approches innovantes face aux coups d’État en Afrique de l’Ouest. À travers plus de 70 séances d’information auprès des gouvernements de la région, des diplomates et des organisations internationales, l’institut a plaidé pour une meilleure compréhension des causes des coups d’État, la nécessité de tirer des enseignements des transitions précédentes et la création d’institutions solides. Il a souligné l’importance de maintenir l’aide humanitaire et au développement dans les pays concernés et expliqué que la tenue précipitée de nouvelles élections pourrait accroître l’instabilité. Si le retour à l’ordre constitutionnel reste une priorité, il ne doit pas constituer le seul critère de réussite.

Le Bureau régional des Nations Unies pour l’Afrique centrale s’est associé à l’ISS pour adapter les enseignements tirés de l’Afrique de l’Ouest aux réalités de l’Afrique centrale, à la lumière du coup d’État survenu au Gabon en 2023. Une conférence régionale réunissant des décideurs des deux régions a été organisée à São Tomé-et-Príncipe. Les recommandations

issues de cet échange ont ensuite été présentées au Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale.

Maintenir le Sahel à l’ordre du jour du Conseil de sécurité de l’ONU

La directrice régionale de l’ISS, Lori-Anne Thérroux-Bénoni, a présenté au Conseil de sécurité de l’ONU les dynamiques à l’œuvre en Afrique de l’Ouest et au Sahel, en s’appuyant sur plus de dix années de recherche et de partenariats de l’institut avec des organisations telles que la CEDEAO, l’UA, la Commission du bassin du lac Tchad et le Conseil de l’entente.

Dans un contexte où l’attention mondiale est focalisée sur l’Ukraine et le Moyen-Orient, et alors que la mission de maintien de la paix de l’ONU au Mali et le G5 Sahel ont cessé leurs activités, l’ISS a exhorté le Conseil de sécurité à ne pas négliger le Sahel. L’institut a plaidé pour des approches pragmatiques, ancrées dans les réalités locales. Cette intervention a apporté des perspectives essentielles pour favoriser des réponses nationales, régionales et internationales efficaces, et a suscité de nombreuses demandes supplémentaires d’agences de l’ONU pour bénéficier de l’expertise de l’ISS.



Bassin du lac Tchad

Briefings stratégiques sur les dynamiques des conflits transfrontaliers

Les réunions d’information organisées par l’ISS à l’intention du ministère néerlandais des Affaires étrangères, du représentant spécial de l’UE, de l’UNICEF et de la Banque mondiale ont permis aux décideurs de mieux comprendre l’impact du conflit au Soudan sur l’est du Tchad, ainsi que sur l’Afrique de l’Ouest et l’Afrique centrale. L’institut a proposé des éclairages et des recommandations pour des interventions régionales, en tenant compte des dynamiques transfrontalières dans le bassin du lac Tchad et en Afrique centrale, ainsi que des répercussions des élections tchadiennes sur l’évolution des conflits.

Guider la politique de sécurité dans le bassin du lac Tchad

L’ISS a participé à l’élaboration de politiques régionales majeures dans le bassin du lac Tchad, en aidant notamment à finaliser la politique régionale de réconciliation et de réintégration communautaire et en apportant son expertise sur les politiques de justice transitionnelle. Les analyses de l’institut ont orienté la mise à jour de la stratégie régionale de stabilisation. L’ISS a également produit des rapports trimestriels sur les conflits et les risques à destination de la Commission du bassin du lac Tchad, soutenant ainsi l’élaboration de politiques fondées sur des données probantes pour relever les défis sécuritaires complexes de la région.

En 2024, nous avons pleinement tiré parti du soutien multiforme apporté par l’équipe de l’ISS à nos activités et saluons cet engagement

Directeur technique, Commission du bassin du lac Tchad

”

Afrique de l'Est et Corne de l'Afrique

Faciliter le dialogue régional sur la sécurité en Afrique de l'Est

L'ISS a facilité des discussions politiques sur l'adhésion de la République démocratique du Congo à la Communauté de l'Afrique de l'Est en examinant les incidences économiques, politiques et sécuritaires avec les acteurs régionaux. L'institut s'est également affirmé comme un conseiller de confiance auprès d'organisations régionales telles que l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), l'UA, l'ONU, l'UE et la Banque africaine de développement. L'ISS a contribué à l'élaboration d'approches régionales de prévention des conflits à travers des plateformes telles que la réunion entre IDEA, l'UA et l'IGAD sur l'alerte précoce organisée à Zanzibar.

Renforcer les capacités d'alerte précoce de l'IGAD

À la demande du mécanisme d'alerte précoce et de réaction aux conflits de l'IGAD, l'ISS a conçu et dispensé une formation spécialisée sur les techniques d'analyse structurée. Ce programme a renforcé les compétences des analystes et des responsables des alertes précoces en matière d'interprétation d'informations complexes sur la sécurité, améliorant ainsi leur capacité à servir les États membres et à contribuer à la prévention des conflits dans la région.

Accompagner l'Éthiopie sur la voie de la justice et de la paix

Depuis 2018, grâce à des recherches fondées sur des données probantes et des échanges politiques, l'ISS plaide pour un dialogue national et une justice transitionnelle afin de soutenir les efforts de paix en Éthiopie. Le ministère de la Justice a mandaté l'institut pour analyser ce que les mécanismes coutumiers de résolution des conflits pourraient apporter à la politique nationale de justice transitionnelle. Ces recherches ont été menées en concertation avec un groupe d'experts qui a élaboré le Livre vert ayant nourri la politique finale adoptée en avril 2024.

Grâce à de nouvelles études sur l'impact des mémoires divergentes dans les conflits, l'ISS a également figuré dans le cercle restreint de groupes de réflexion sollicités par la Commission éthiopienne de dialogue national pour fournir un appui technique et des orientations dans le cadre de la phase de dialogue du processus national.



Appui stratégique à la mission de sécurité du Kenya en Haïti

Le Bureau de la conseillère à la sécurité nationale du Kenya a sollicité l'expertise de l'ISS pour préparer la police à un déploiement historique dans le cadre de la Mission multinationale d'appui à la sécurité en Haïti. L'institut a fourni une analyse critique du paysage sécuritaire haïtien et conseillé le gouvernement sur les mécanismes de financement des missions multinationales approuvées par l'ONU. La contribution de l'ISS a été saluée par les autorités kenyanes, qui ont demandé la tenue de séances d'information régulières pour accompagner cette opération internationale complexe.

Renforcer les capacités de la société civile en matière de gouvernance

L'ISS a renforcé les capacités du Horn Center for Democracy, jetant les bases de sa transformation en un pôle régional de démocratisation et de gouvernance. L'institut a apporté un appui technique complet sur les procédures opérationnelles, le partage d'expertise, la création de réseaux et la réalisation d'études de référence.

“ Je tiens à remercier l'ISS de son aide dans l'évaluation rapide de la situation en Haïti, l'anticipation des scénarios possibles et la définition des mesures que nous pouvons prendre pour préparer le déploiement de la police kenyane

Joseph Boinnet, conseiller adjoint à la sécurité nationale, Kenya

ÉTATS FINANCIERS

au 31 décembre 2024

	2024 R	2023 R
Actifs		
Actifs courants		
Bailleurs et autres débiteurs	16 451 885	6 494 148
Impôts courants à recevoir	378	6 443
Trésorerie et équivalents de trésorerie	133 040 761	187 775 314
	<u>149 493 024</u>	<u>194 275 905</u>
Actifs non courants		
Immobilisations corporelles	22 222 511	24 496 813
Immobilisations incorporelles	1	260
Impôts différés	383 271	422 976
	<u>22 605 783</u>	<u>24 920 049</u>
Total des actifs	<u>172 098 807</u>	<u>219 195 954</u>
Passif et fonds propres		
Passif		
Passif courant		
Dettes commerciales et autres dettes	21 619 453	17 403 988
Dons reçus à l'avance	94 002 908	147 658 433
Découvert bancaire	1 745	1 088
	<u>115 624 106</u>	<u>165 063 509</u>
Passif non courant		
Impôts différés	2 519 074	2 717 047
	<u>2 519 074</u>	<u>2 717 047</u>
Total du passif	<u>118 143 180</u>	<u>167 780 556</u>
Fonds propres		
Fiducie	100	100
Réserves	9 903 289	9 543 454
Excédent cumulé	44 052 238	41 871 844
	<u>53 955 627</u>	<u>51 415 398</u>
Total passif et fonds propres	<u>172 098 807</u>	<u>219 195 954</u>

COMPTE DE RÉSULTAT GLOBAL

pour l'exercice clos le 31 décembre 2024

	2024 R	2023 R
Revenus issus de dons	342 530 343	274 819 147
Autres revenus	11 867 346	14 202 470
Dépenses de fonctionnement	(357 846 842)	(279 411 983)
Excédent d'exploitation	(3 449 153)	9 609 634
Produits financiers	5 058 281	4 241 018
Excédent avant impôt	1 609 128	13 850 652
Impôt	(190 639)	(82 855)
Excédent de l'exercice	1 418 489	13 767 797
Autres éléments du résultat global :		
Écarts de change sur conversion d'opérations avec l'étranger	923 767	(254 538)
Résultat total global de l'exercice	2 342 256	13 513 259

Note 1 : base de préparation

Les états financiers condensés, qui comprennent l'état de la situation financière et le compte de résultat global, sont extraits des états financiers consolidés vérifiés de l'Institut d'études de sécurité pour l'exercice clos le 31 décembre 2024. Ces états financiers peuvent être obtenus sur demande auprès de l'Institut d'études de sécurité, Block C, Brooklyn Court, 361 Veale Street, New Muckleneuk, Pretoria, Afrique du Sud.

Le conseil d'administration de l'ISS assume l'entière responsabilité de la bonne extraction des informations financières à partir des états financiers annuels.

PARTENAIRES DE DÉVELOPPEMENT

Forum des partenaires

Fondation Hanns Seidel
Gouvernement de la Norvège
Gouvernement de la Suède
Gouvernement de l'Irlande
Gouvernement des États-Unis d'Amérique/
USAID
Gouvernement des Pays-Bas
Gouvernement du Danemark
Open Society Foundation
Union européenne

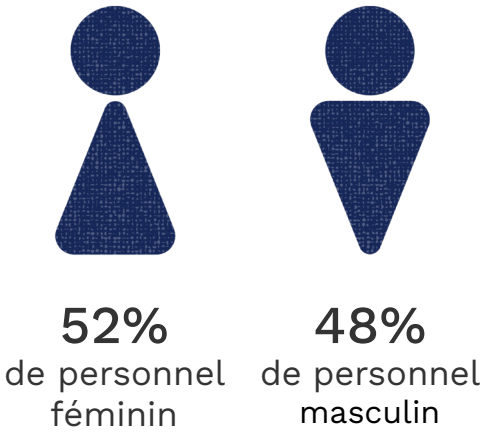
Financement des projets

Ambassade du Royaume-Uni à Addis Abeba
Centre de recherches pour le développement international
Centre pour le développement et l'entreprise NPC
DCAF – Centre pour la gouvernance du secteur de la sécurité, Genève
Fondation Robert Bosch
GIZ
Gouvernement de l'Allemagne
Gouvernement de l'Australie
Gouvernement de la Finlande

Gouvernement du Canada
Gouvernement du Royaume-Uni
Humanity United
ICLEI Afrique – Gouvernements locaux pour le développement durable NPC
Millennium Trust
New Venture Fund
Open Society Initiative for West Africa
Organisation des Nations Unies
Organisation internationale pour les migrations
Organisation internationale de la francophonie OIF
Organisation mondiale de la santé
Rape Crisis Cape Town Trust
Reos Partners (Pty) Ltd
South African Cities Network
Standard Bank
Stichting T.M.C. Asser Instituut
TorchLight Group Limited T/A Tag International
Université du Witwatersrand
Wellspring Philanthropic Fund
World Childhood Foundation



L'ISS EN CHIFFRES

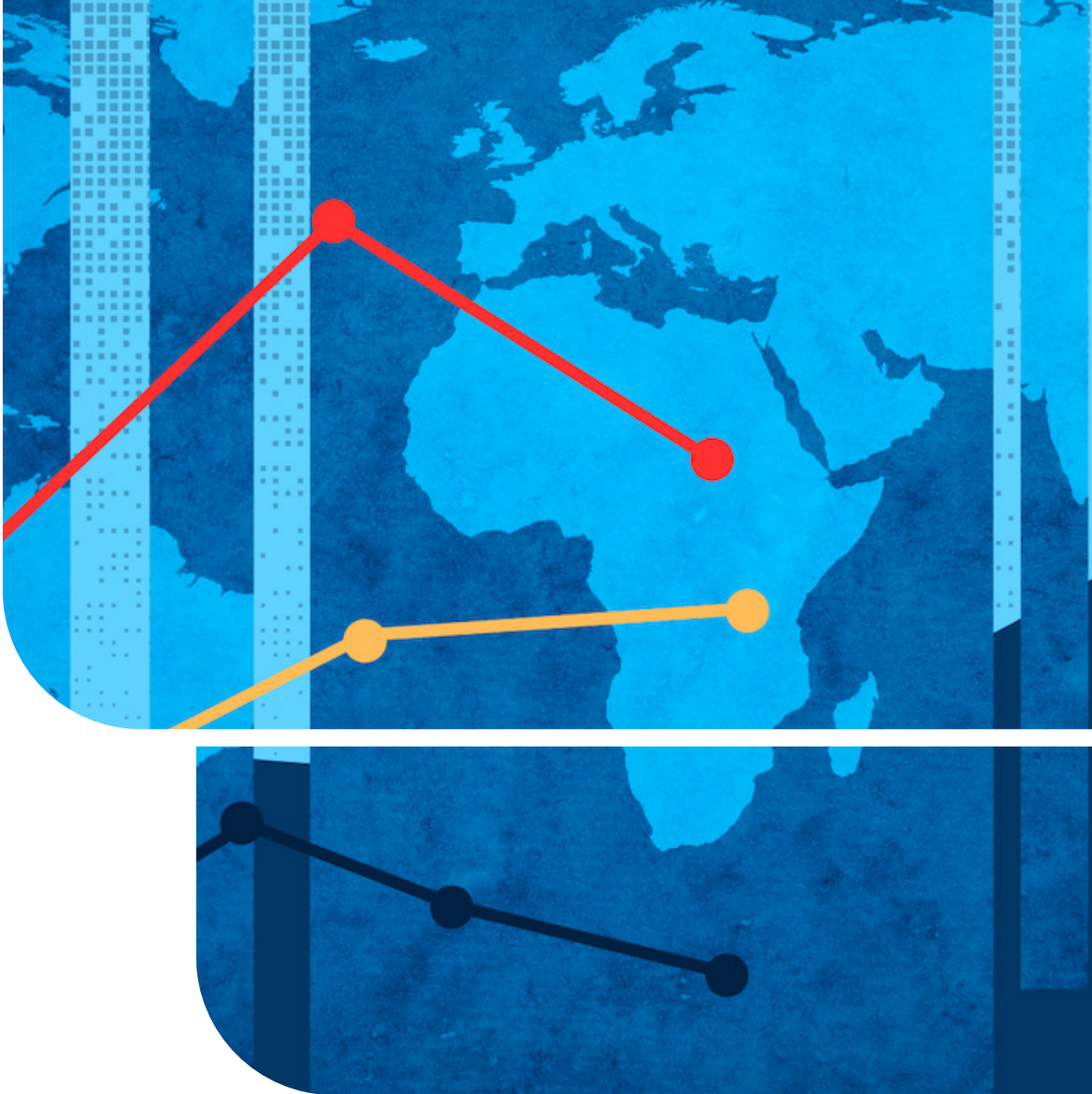


51
séminaires publics

56
publications

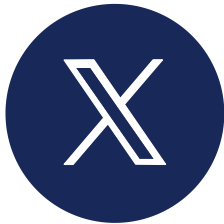
2 013 031
vues sur le site web

1 386 752
vues sur les articles
d'ISS Today



84 797
abonnés LinkedIn

1 330 808
publications lues



49 110
abonnés X

1 301 996
publications lues



46 812
abonnés Facebook

829 357
publications lues

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Dr Jakkie Cilliers a fondé l'ISS, dont il a été directeur exécutif. Il est actuellement président du Conseil d'administration de l'ISS, directeur du programme Afriques futures et innovation (AFI) de l'ISS et professeur extraordinaire à l'Université de Pretoria. Son best-seller *Fate of the Nation*, paru en 2017, envisage l'avenir de l'Afrique du Sud sous l'angle politique, économique et social. Ses trois derniers ouvrages, *Africa First! Igniting a Growth Revolution* (mars 2020), *The Future of Africa: Challenges and Opportunities* (avril 2021) et *Africa Tomorrow: Pathways to Prosperity* (juin 2022) analysent le continent dans son ensemble.

Dr Ayanda Ntsaluba est directeur exécutif de Discovery Limited. Il possède une vaste expertise dans les domaines de la santé, des relations gouvernementales et de l'administration. Ayanda est membre de la Commission Lancet-Université d'Oslo sur la gouvernance mondiale de la santé et siège au conseil d'administration de l'Albert and Nokukhanya Luthuli Peace and Development Institute. Il est également membre du chapitre sud-africain du Conseil des affaires des BRICS et siège au conseil d'administration du Clinix Health Group et du Solidarity Fund d'Afrique du Sud.

Cassim Coovadia est président de la National Business Initiative, du Trust for Urban Housing Finance (TUHF) et de FinmarkTrust. Sherpa du B20 Afrique du Sud, il siège aux conseils d'administration de YES et de la Wits Business School.

Professeur Gilbert M Khadiagala est professeur émérite de relations internationales à l'Université du Witwatersrand en Afrique du Sud. Il a suivi une formation de politologue au Kenya, au Canada et aux États-Unis et s'est spécialisé dans les relations internationales africaines, la gestion et la résolution des conflits, les institutions régionales et sous-régionales et les institutions politiques comparées.

Dr Iraj Abedian est fondateur et président de la société Pan-African Capital Holdings et fondateur et PDG de la société Pan-African Investment and Research Services. Il a notamment été économiste en chef à la Standard Bank et directeur non exécutif de Transnet et de SA Tourism. Iraj a également fait partie du groupe consultatif économique de l'ancien président sud-africain Thabo Mbeki.

Lindiwe Mazibuko est une personnalité publique sud-africaine, écrivaine et défenseuse d'un leadership politique éthique. Première femme noire sud-africaine élue cheffe de l'opposition officielle, elle a siégé au Parlement de 2009 à 2014. Lindiwe est fondatrice et directrice générale de Futurelect. Ancienne titulaire d'une chaire à l'Institut de politique de Harvard et au Stellenbosch Institute for Advanced Study, elle siège au conseil d'administration du Nelson Mandela Children's Fund et du Constitution Hill Trust.

Dr Marianne Camerer est chercheuse interdisciplinaire à la Nelson Mandela School of Public Governance de l'Université du Cap, spécialisée dans la lutte contre la corruption, la gouvernance démocratique et le leadership responsable. Elle coordonne le module de leadership public et de gouvernance du Master en politiques et pratiques de développement. Après avoir commencé sa carrière de chercheuse à l'ISS en 1995, elle a cofondé l'ONG internationale Global Integrity à Washington DC. Marianne est également Yale World Fellow et siège au conseil d'administration de Corruption Watch en Afrique du Sud.

Maxi Schoeman est professeure émérite de sciences politiques à l'Université de Pretoria, où elle dirige le programme Régions océaniques. Elle est également professeure invitée au King's College de Londres et membre de l'Académie des sciences d'Afrique du Sud.

Saki Macozoma est président non exécutif de Safika Holdings, président de Tshipi é Ntle et Ntsimbintle Mining et membre du conseil d'administration de Volkswagen SA. Il a été président de Liberty Holdings et vice-président de la Standard Bank. Saki a également été directeur général de Transnet, parlementaire et membre du comité exécutif national du Congrès national africain (ANC). Il n'a plus d'affiliation politique.

Dr Solange Rosa est directrice du Bertha Centre for Social Innovation and Entrepreneurship au sein de l'École supérieure de commerce de l'Université du Cap. Elle a été consultante indépendante en politique publique, conseillère associée au Allan Gray Centre for Values-based Leadership de l'Université du Cap et maître de conférences à l'École supérieure de commerce et à l'École d'économie de l'Université du Cap. Solange a également dirigé l'unité de politique et de stratégie du gouvernement du Cap-Occidental au sein du cabinet du Premier ministre.

Dr Wendy Ngoma a été directrice générale adjointe par intérim chargée de la planification et du soutien institutionnels au ministère des Sciences et de l'Innovation. Elle a également été directrice de la Wits Business School et a enseigné à la Wits Graduate School of Government. Wendy est diplômée du programme d'entrepreneuriat social de l'INSEAD.

CONSEIL CONSULTATIF

Président

S. E. M. Mohamed Ibn Chambas, haut représentant de l'UA pour l'initiative « Faire taire les armes » et président du groupe de haut niveau de l'UA sur le Soudan

Membres

Dr Agostinho Zacarias, fondateur d'Agos Consulting

S. E. M. Baso Sangqu, vice-président principal d'AngloGold Ashanti

S. E. M. Mahboub Maalim, président du conseil consultatif du fonds de péréquation du Trésor national

S. E. M. Idriss Mohamed, conseiller spécial du ministre des Affaires étrangères de Djibouti

Finda Koroma, directrice générale d'Africa Human Capital Development Plus

Sagal Abashir, stratège climat chez The Clean Fight

Patrick Youssef, directeur Afrique au Comité international de la Croix-Rouge

S. E. M. Maman Sambo Sidikou, ambassadeur et associé, envoyé spécial du GCERF pour l'Afrique

Edite Ten Jua, ministre des Affaires étrangères, de la Coopération et des Communautés de São Tomé-et-Príncipe

POUR NOUS CONTACTER

ISS Pretoria

Block C, Brooklyn Court
361 Veale Street
New Muckleneuk, Pretoria
Tél. : +27 12 346 9500

ISS Addis Abeba

2nd Floor, Kadco Group building #2
Ethio-China Friendship Avenue, Addis Abeba
Tél. : +251 11 515 6320

ISS Dakar

4^e étage, Immeuble Atryum Center
Route de Ouakam, Dakar
Tél. : +221 33 860 3304

ISS Nairobi

Gallant, 6th Floor
Office No 7, Parklands Road
Westlands, Nairobi
Tél. : +254 20 237 8475

www.issafrica.org/fr

Crédits photo

Boezie/Getty Images/Canva, Stringer/Anadolu Agency via Getty Images, service photographique de l'ONU, Kaikups/Getty Images, Phill Magakoe/Gallo Images via Getty Images, Mahmut Serdar Alakus/Anadolu Agency via Getty Images, Gerald Anderson/Anadolu via Getty Images, ATMIS/Mukhtar Nuur, Andrew Caballero-Reynolds/UE, Paul Kagame/Flickr, secrétariat de l'IGAD sur Facebook, Stefano Oppo/Canva, Amelia Broodryk/ISS